

LIBRE DÉBAT

Catégorie de retraités exclus des revalorisations des pensions

Cet appel que nous publions ci-dessous devrait en principe trouver écho puisque le code des pensions militaires, complété et amendé pour réparer les injustices signalées, est en cours d'adoption au Parlement.

Une fois ce code publié au Journal officiel, nous en publierons les principaux changements.

Comme ultime recours, nous, retraités de l'ANP, tous rangs confondus, avons l'honneur de solliciter votre journal, pour porter notre présente requête à la connaissance des responsables du MDN (*) en particulier et de l'opinion publique en général afin d'espérer une éventuelle réparation et rétablissement dans nos droits au même titre que le reste de nos concitoyens de la fonction publique, tous secteurs confondus. Sans aucun moyen ou canal de réclamation, notre situation se détériore de jour en jour devant l'indifférence de ceux qui décident, unilatéralement, pour nous sans aucune contrepartie ou interlocuteur légal chargé de nous défendre. Ainsi, on se retrouve :

- non concernés par les diverses augmentations accordées par l'Etat depuis 2008 aux retraités gérés par la CNR, car non affiliés à cette caisse ;

- ignorés par la Caisse de retraite militaire (structure dépendante du MDN) pour les revalorisations salariales accordées à l'ensembles des secteurs relevant de la Fonction publique depuis 2008 ;

- la réattribution des primes LGF (cette prime n'a été rétablie qu'au profit des officiers généraux et certains privilégiés) ;

- et enfin l'alignement par rapport aux multiples et importantes augmentations accordées au personnel en activité du moment que notre pension est indexée sur les salaires du personnel du MDN.

Actuellement, des avantages, des prêts et diverses primes (départ...) sont octroyés aux personnels en

poste qui jouissent largement de cette aisance maintenant que la tempête est passée comme si cette festive situation n'est pas le fruit de nos sacrifices au prix de nos vies durant la crise passée.

Nous comptons d'une part sur votre soutien pour la publication de notre requête et, d'autre part, sur la réaction positive de notre tutelle pour nous rétablir dans nos droits les plus légitimes, car victimes de notre légendaire respect et discipline pour entre-

prendre une quelconque autre action que nous jugeons préjudiciable et indigne de notre institution. Avec l'espoir de recouvrer un jour nos droits dans la dignité, bien que maintes fois promis, veuillez accepter, messieurs, nos respects et remerciements les plus sincères.

Pour un ensemble de retraités de l'ANP, M. Aktoub Rachid. (*) MDN (ministère de la Défense nationale)

ACTUALISATION DES PENSIONS DE RETRAITE À COMPTER DU 1^{er} MAI

La Casnos de Constantine interpellée

Nous, groupe de retraités du régime de votre caisse, venons par la présente vous demander de bien vouloir transmettre à votre tutelle notre plainte et tous nos désagréments quant au retard et à la flagrante infraction aux lois de la République que votre organisme nous impose par le retard quant au versement de l'actualisation en objet.

Une loi signée par Son Excellence le président Bouteflika est piétinée, une décision ministérielle fixant le taux a été ignorée et la réponse au niveau du service «Pensions» pour le moins indécente car

cynique : pourquoi vous déranger puisque le rappel vous l'aurez à compter du 1^{er} mai ? Un proverbe bien de chez nous dit : «Donne-moi la vie aujourd'hui et tue-moi demain», et un autre : «Ne ressent la braise que celui qui a le pied dessus.» A moins qu'au niveau de la Casnos, le rappel se fera à titre posthume.

Compte tenu du fait que lors de l'activité nous étions soumis au règlement de pénalités de retard pour les cotisations, nous entamons une procédure judiciaire afin de réclamer le paiement d'intérêts

moratoires à compter du 1^{er} mai et ferons à partir de ce jour toute la publicité utile envers nos collègues de ce qui les attend à la fin de leur carrière.

Une question à laquelle nous avons déjà la réponse : si le personnel et les cadres de la Casnos étaient soumis au régime de leur caisse (Casnòs), est-ce que cette situation et bien d'autres existaient ??? Merci CNR.

En attendant le règlement de cette hogra, veuillez agréer nos salutations de vieillards.

Un groupe de retraités Casnos

COURRIER DES LECTEURS

Retrait ancien émigré

Je vous prie de bien vouloir m'éclairer sur 2 points.

-1^{er} point : peut-on demander sa retraite directement auprès de la CNAN, sans passer par la CNR, en se rendant directement en France ?

-2^e point : peut-on renouveler la carte de résidence de 10 ans qui a expiré dans les années 1980 ?

M. Benaïssa

Réponse :

1) - On peut s'adresser directement à la CAAV en France pour faire valoir ses droits à la retraite.

2) Pour l'obtention d'un nouveau titre de séjour au titre de «retraité émigré», il faut faire valoir ses droits à la retraite et s'adresser au consulat français en Algérie pour un visa «retraité» qui vous permettra, une fois en France, de demander un titre de séjour de 10 ans.

Revalorisation des pensions de retraite en France

Bien vouloir nous donner des précisions sur ce qui a été écrit dans le journal du mardi 3 avril 2012 concernant la revalorisation des retraites en France à partir du 1^{er} avril 2012.

Maintenant reste à savoir est-ce que ça concerne uniquement les retraités algériens qui se trouvent en France ou bien tous les Algériens retraités où qu'ils soient. Car nous voudrions savoir si ce qui a été dit ou écrit est officiel ou bien est-ce un poisson d'avril ?

Aussi je vous demande de bien vouloir me renseigner à quelle institution ou service m'adresser en France pour l'obtention du certificat de résidence après avoir résidé en France.

Hamadi Ammar, Alger

Réponse :

Tous les salariés du régime général en France partis à la retraite sont concernés par la revalorisation annuelle de leur pension, quel que soit leur lieu de résidence.

Pour ce qui est du droit à obtenir un titre de séjour de 10 ans, cela obéit à certaines conditions. Il faut pour cela obtenir un visa, et s'adresser à la préfecture de votre ancien lieu de résidence en France.

Cumul de pensions, retraite et invalidité

Je viens par la présente vous informer que j'ai eu une retraite en 2005 après 29 ans de travail et 50 ans d'âge. Après deux mois, je suis recruté comme cadre CDD au sein d'une entreprise nationale. En 2008, j'ai eu un accident cardio-vasculaire et après une intervention du cœur, j'ai bénéficié d'un congé de maladie longue durée de 3 ans.

A la fin de ce congé, j'ai formulé une lettre à la CNAS pour une pension d'invalidité : les médecins de contrôle CNAS m'ont accordé une invalidité de 80% pour une durée de 2 ans. Etant donné que je n'ai pas encore atteint l'âge de 60 ans, ma question : est-ce que j'ouvre droit à cette pension d'invalidité ?

NB : actuellement j'ai 57 ans.

Nezzer Amar, Batna

Réponse :

Etant déjà retraité, vous ne pouvez pas prétendre à une pension d'invalidité. Vous devez signaler à la CNAS, si vous ne l'avez pas déjà fait, que vous percevez une pension de retraite.

Revalorisation de la pension

Dans le cadre de mon départ à la retraite le 01/01/2011, date de jouissance, je voudrais savoir si j'ouvre droit à la revalorisation de 10% accordée en mai 2011 et celle de 9% en mai 2012 et à quelle date d'effet elle s'effectuera ?

Hanoune Sofiane, Alger

Réponse :

En principe, selon la procédure de la CNR, vous n'ouvrez droit à la revalorisation annuelle des pensions de retraite qu'à partir de mai 2012.

Les pensions au début du mois

Nous venons très respectueusement vous solliciter en qualité de retraités et lecteurs de votre quotidien (très habitués) pour nous appuyer et nous aider dans vos colonnes pour saisir les pouvoirs publics à relancer par une simple procédure de virement des pensions les débuts de mois au même titre que les retraités commerçants au lieu du 22, fin de chaque mois qui coïncide avec plusieurs virements successifs à la fois qui n'arrange nullement les retraités

à cause des chaînes insupportables et des malaises qui se répètent à chaque fois devant les centres de paiement. Cette procédure ne causera aucun problème à l'Etat puisque c'est une dépense versée mensuellement.

Un groupe de retraités

A Monsieur le directeur général de la CNR

Nous vous remercions de la bonne attention que vous avez réservée aux retraités.

Cependant, les responsables des caisses nationales des retraités, en particulier celle de Bab-Azzoun tardent à régulariser certains dossiers qui s'entassent au fur et à mesure en matière de liquidation des reversions, des pensions des nouveaux retraités et celles des réclamations concernant les erreurs de calcul.

Certains qui remplissent les conditions exigées dans le cadre des revalorisations attendent avec impatience la régularisation de leurs revalorisations, une attente qui dure depuis plus d'une année. Cela devient systématiquement insupportable. Pourtant, ils reconnaissent leurs erreurs en les justifiant par des omissions involontaires, ils nous consolent avec promesses de régler et de régulariser incessamment la situation puis nous délaissent. Quelle moquerie !

Nous ignorons les motifs de ces problèmes, est-ce par manque d'effectif, par négligence, par mépris, par manque d'assiduité, par incompetence, ou par ignorance de l'existence d'un droit absolu ? Par le même occasion, nous sollicitons votre bienveillance de bien vouloir étudier la possibilité de nous aider et de mettre fin à notre calvaire qui dure depuis des années par un autre procédé de virement entre les 7 et 8 de chaque mois au même titre que les commerçants retraités. Aujourd'hui ou demain, c'est toujours une dépense mensuelle pour l'Etat malgré les cotisations de sécurité sociale, cette proposition nous permettra d'éviter les longues chaînes et les malaises dans les agences postales, de régler nos problèmes de paiement des redevances à l'avance concernant OPGI, AADL, eau, électricité, etc. qui parviennent entre les 10 et 15 de chaque mois. La plupart des actifs perçoivent leurs salaires entre les 12 et 24 de chaque mois qui coïncide avec les retraités qui se trouvent par la suite face à des difficultés de liquidités et de pannes récurrentes du réseau informatique après avoir subi l'inférieur, malgré notre âge très avancé, après des années de bons et loyaux services.

Nous vous remercions de la bonne attention que vous voudriez bien nous réserver.

Un groupe de retraités

A Messieurs les responsables de la gestion et de la défense des retraités

Par un récent courrier collectif, les caisses CNR ont informé d'une manière publicitaire de la récente distribution de la zakat de Son Excellence le président de 30% d'augmentation de nos misérables allocations de retraite.

Or, le communiqué du Conseil des ministres, qui avait traité de la question, annonçait en grande pompe le minimum de 15 000 DA, le montant des allocations et pensions de retraite ce qui laisse croire que la différence entre les 30% supportés par les caisses de sécurité sociale (CNR et Casnos) et le minimum décrété par Son Excellence était à la charge du budget de l'Etat. Mon allocation actuelle après 14 années et six mois que j'ai exercés à partir de 1962 lors du départ massif des colons s'élève à moins de 5 000 DA, soit une augmentation de moins de 1 500 DA, même pas un paquet de tabac à chiquer par jour (70 DAx30 = 2100), alors gardez-les pour vous.

Quant à moi, mon seul souhait actuellement est de rejoindre dans la demeure éternelle sœur Theresa et l'abbé Pierre pour leurs actions en faveur des pauvres sans grande publicité à la Tayeb Louh et consorts. Car je n'arrive pas à réaliser comment et qui a perverti le but initial de la décision du Conseil des ministres quant à la revalorisation des pensions et allocations (c'est clair) à un montant de 15 000 DA qui représentent en fait le minimum vital en Algérie. Seulement, le proverbe «Depuis que je suis riche les pauvres me dégoûtent» et la politique de diviser pour régner a été très bien appliquée car à présent ni la FNTR ni les retraités aux pensions de plus de quarante mille dinars dont leur revenu a augmenté de six mille dinars supérieur à la totalité de mon allocation ne seront plus solidaires avec la catégorie de misérables que nous sommes. Heureusement que je n'aurais pas à vivre longtemps pour assister au tsunami annoncé par le président du CNES, Monsieur Babes. Sans rancune, merci pour votre injustice, Dieu le Tout-Puissant, le riche, vous comblera.

Un lecteur